

OPINION MGR MARC STENGER, président de Pax Christi-France

PASTEUR JEAN\_ARNOLD DE CLERMONT, ancien président de la Fédération protestante de France

## Un bateau français pour Gaza

**Apporter notre soutien au peuple de Gaza n'est en aucune manière donner notre caution à quelque gouvernement ou mouvement politique que ce soit.**

➤ **Le soutien que les mouvements religieux ont apporté à la « flottille pour Gaza » a été parfois perçu comme étant un acte « politique ».**

➤ **Il s'agit en fait de faire œuvre de justice et de paix au service des hommes.**

Les diverses péripéties qu'a connues depuis son départ la flottille internationale affrétée pour soutenir la population de Gaza ont provoqué et provoquent encore beaucoup d'émotion, de propagande, d'interrogations, de postures. Dans cette flottille il y avait un bateau français, aujourd'hui retenu par les autorités israéliennes.

L'opération « Un bateau français pour Gaza » a été soutenue par un certain nombre de mouvements chrétiens et des personnalités de tous horizons, y compris religieux. Ceux qui ont apporté leur signature en appui de cette opération ne sont pas naïfs au point de ne pas en mesurer les aspects politiques. Ils ont conscience de mêler leur voix à celle d'organisations de diverses tendances, animées d'intentions quelquefois partisans. Vaut-il mieux ne rien dire et ne rien faire, sous prétexte de ne pas compromettre sa voix et ne pas salir ses mains ? Plutôt que de susciter de la part de ceux qui sont dans l'épreuve la question « *Ont-ils encore une voix, ont-ils encore des mains ?* », il nous semble préférable de risquer et l'une et les autres.

Dans beaucoup de commentaires sur l'initiative d'« un bateau pour Gaza » et le soutien qui lui est apporté, le mot « politique » est avancé comme une sorte de repoussoir, comme si poser un acte à dimension politique était d'entrée de jeu « peccamineux ». De quel acte s'agit-il en l'occurrence ? D'un acte pour faire œuvre de justice et de paix, en donnant un avenir au peuple de Gaza. D'un acte pour aller à la rencontre d'une population éprouvée, étouffée par un blocus qui dure depuis trop d'années. D'un acte pour rétablir le respect du droit international qui est bafoué par la décision unilatérale d'un gouvernement. D'un acte pour manifester que nous ne sommes pas indifférents aux besoins

fondamentaux des peuples, besoin de vie, besoin de liberté, besoin de dignité, besoin de justice et de paix.

Nous ne soulignerons jamais assez que, pour nous, apporter notre soutien au peuple de Gaza n'est en aucune manière donner notre caution à quelque gouvernement ou mouvement politique que ce soit, mais que c'est poser sans condition un acte d'espérance pour l'avenir de deux peuples, le peuple d'Israël et le peuple de Palestine. Comment offrira-t-on à ces deux peuples la possibilité de choisir et de construire cet avenir, s'ils doivent le faire dans un contexte de contrainte, d'hostilité mutuelle, de domination des uns sur les autres, d'aliénation des libertés fondamentales, de dénégation des droits d'une partie de ceux qui sont concernés ? « Un bateau pour Gaza » représente à nos yeux un symbole, un symbole de « visitation » : nous, hommes et femmes d'Occident, nous nous portons à la rencontre des hommes et des femmes de Gaza pour marcher sur leur chemin et écouter leur souffrance.

Si nous sommes aujourd'hui aux côtés du peuple de Gaza, c'est parce que nous condamnons toutes les formes de violence, en particulier celles qui empêchent un peuple de vivre son destin. Nous ne sommes contre aucun peuple, nous sommes contre ceux qui dénie à un peuple ses droits, d'autant plus que ceux-ci ont été définis dans le cadre d'instances internationales, car dénier à quelqu'un la jouissance de ses droits légitimes c'est lui refuser son humanité.

Dans la démarche d'« un bateau pour Gaza » ce qui est dénoncé ce sont les comportements d'un gouvernement. Il ne s'agit en aucune manière de condamner le peuple qui l'a choisi, mais au contraire exprimer notre respect pour les valeurs dont ce peuple est porteur, à l'heure où ses dirigeants les mettent sous le boisseau. Ce gouvernement a fait l'option de bloquer, d'arrêter, de fermer et d'enfermer. Il a certes le droit et même l'impérieux devoir d'assurer la sécurité de ceux qui lui ont démocratiquement confié leur avenir. Mais on n'assure pas le futur d'un peuple contre un autre peuple. Le seul chemin digne de cette construction est de l'assurer avec cet autre peuple dans le dialogue et le respect.